

MALGRÉ LES MESURES DU MINISTÈRE**Mobilisation intacte des médecins**

Les praticiens spécialistes et généralistes ont répondu à l'appel de leurs syndicats respectifs. Ils ont entamé, hier, une grève illimitée. Pas d'apaisement en vue. Le SNPSP et le SNPSSP jugent «scandaleux» les propos du ministre de la Santé. Dans certaines wilayas, le taux de suivi de la grève était de 80% hier.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les pressions exercées sur les praticiens depuis le dépôt du préavis de grève n'ont visiblement pas dissuadé les médecins. Ils étaient nombreux, hier, à ne pas assurer le service en réponse à l'appel lancé par le Syndicat national des praticiens de la santé publique et du Syndicat national des praticiens spécialistes de la Santé publique (SNPSSP).

Une adhésion en dépit des menaces proférées la veille par le ministre de tutelle. Sur le terrain, une note a été adressée aux responsables des secteurs de la santé leur demandant une liste nominative des médecins grévistes et un listing

détaillé des interventions chirurgicales reportées. A la veille de la grève, le ministre de la Santé a occupé l'espace médiatique, multipliant les déclarations. S'ils espéraient un apaisement, c'est tout le contraire que ses propos ont provoqué. Les deux syndicats ne décolèrent pas.

Le docteur Merabet, président du SNPSP, expliquait, hier, au premier jour de la grève, que «toute la pression mise sur les syndicats ne nous a pas dévié de l'essentiel. Nous sommes encore dans une situation de statu quo. Les propos du ministre de la Santé sont un véritable appel au lynchage du praticien». Revenant sur les propos tenus par Ould



Les praticiens déterminés à poursuivre la grève.

Abbès, le Dr Merabet déplore que «le ministre de la Santé transpose un problème purement socio professionnel sur un terrain politique. C'est indigne».

Le numéro un du SNPSP défie le ministre de la Santé

d'apporter la preuve de ce qu'il avance. «S'il a une seule preuve que nous sommes dans une démarche politique, qu'il le démontre. En vingt ans d'existence, nous avons démontré que nous sommes

respectueux des lois régissant l'activité syndicale. Que Ould Abbès saisisse la justice s'il a des preuves», dit-il, estimant que le ministre de la tutelle continue de faire de la propagande, démentant avoir reçu une invitation officielle à une quelconque rencontre au ministère de la Santé.

L'indignation est la même du côté du SNPSSP. Son président, le Dr Yousfi, estime que «les déclarations du ministre de la Santé sont scandaleuses. Il parle de politique et d'intérêts. C'est une insulte pour les praticiens. S'il pense que défendre la dignité du praticien, le malade et le système de santé, c'est de la politique, eh bien, nous en faisons».

Commentant les déclarations de Ould Abbès, le Dr Yousfi considère que «sa prestation est un non-événement. Nous avons une plate-forme de six points dont aucun n'a été pris en charge. J'avertis le ministère de la Santé, surtout qu'il ne sorte pas un régime indemnitaire avant le statut, cela serait grave. Nous sommes dans la légalité et nous le resterons». Dans le cadre de l'Intersyndical, une réunion a regroupé hier les deux syndicats en vue d'arrêter les actions à venir.

N. I.

CENTRE DE PROXIMITÉ DE SANTÉ BELLILI, ALGER-CENTRE**L'ambiance d'un jour de grève**

Le centre de proximité de santé publique (EPSP) Bellili de Sidi M'hamed, à Alger-Centre, n'assure plus les soins depuis hier. Le centre a répondu à l'appel à la grève illimitée lancé par les deux syndicats représentant les praticiens généralistes et spécialistes de la santé publique.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - «Les médecins sont en grève», lance le réceptionniste du centre de proximité de santé publique (EPSP) Bellili de Sidi M'hamed.

Un coup d'œil à la salle d'attente renseigne sur la situation. Le calme qui y règne est inhabituel à ce genre d'endroits. Les chaises bleues de la salle d'attente sont toutes vides. Les bureaux sont fermés. Pas de va-et-vient des blouses blanches ni de patients. Il est 11h et l'endroit est désert.

Un agent paramédical, planté devant l'entrée du centre, situé au rez-de-chaussée d'un immeuble, explique à son tour que le centre débraye. Il ne termine pas ses explications et interpelle un adolescent qui s'apprête à franchir la porte d'entrée : «Vous voulez quoi ?», l'interroge-t-il. «Je viens pour une consultation». L'homme en blouse blanche l'oriente vers le réceptionniste. «Kader, occupe-toi de lui». Le jeune patient explique, encore une fois, qu'il veut voir un médecin. Impossible pour aujourd'hui ni dans l'immédiat d'ailleurs. «C'est un jour de grève, les médecins ne travaillent pas», informe le réceptionniste. Résigné, l'adolescent rebrousse chemin. Au premier étage, c'est la même ambiance qui règne. A un détail près, une patiente et ses deux enfants attendent assis sur des chaises. Elle est là pour consulter chez une sage-femme. Ces dernières sont de service.

Le médecin en chef quitte le bureau du service chirurgie dentaire. Elle

explique que les médecins débrayent et refusent de donner plus de détails. Ce n'est pas à elle de parler, dit-elle, mais aux médecins grévistes. Quatre médecins généralistes sont regroupés dans ce service. «Nous, on ne travaille pas», dit l'un d'eux.

Les augmentations annoncées par le ministre de la Santé ne sont donc pas suffisantes ? Quelles augmentations ? S'interrogent-ils. Pour le moment, soulignent-ils, il n'y a rien de concret. «C'est le ministre qui le dit et nous n'avons rien vu.» «Tant que les nouveaux salaires ne sont pas encore versés, on ne se laisse pas avoir par des déclarations». Lesquelles se sont souvent avérées «fausses».

Le centre a suivi le mouvement de grève illimitée auquel ont appelé les syndicats autonomes des praticiens et praticiens spécialistes de la santé publique. Ils revendiquent, entre autres, un statut particulier et un régime indemnitaire.

S. A.

Ça travaille chez les privés

Les cliniques privées algéroises ont ouvert leurs portes. Pas de grève. Ambiance ordinaire ce lundi. Les salles d'attente sont pleines et les médecins examinent et opèrent leurs malades.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - «C'est un établissement privé, ce n'est pas un hôpital étatique, allez voir du côté de l'hôpital. On ne fait pas grève ici», nous explique la jeune hôtesse d'accueil de la clinique Diar Essaâda. Elle appuie sur les mots, une manière d'insister. «Tous les médecins qui travaillent ici sont installés et ont leur propres cabinets.»

Cette clinique, située à El Madania, est reconnue comme l'un des centres spécialisés en ophtalmologie. Elle s'occupe de tout ce

qui touche aux yeux (chirurgie des yeux, chirurgie au laser, opération de la cataracte, opération de la myopie, greffe de la cornée).

Dans la grande salle, les patients attendent leur tour dans le calme. Tous les sièges sont pris. Un monde fou. «Tous les rendez-vous et toutes les interventions ont été maintenues. Rien n'a été chamboulé. Tous les services fonctionnent normalement», explique-t-on.

C'est la même ambiance, un peu plus loin, à la cli-

nique El Bahdja, spécialisée en ORL (otorhinolaryngologie). Le portail est grand ouvert. Quelques patients attendent dans une petite salle, d'autres sortent des cabinets d'auscultation alors que d'autres viennent prendre rendez-vous. Tout le monde est occupé, aucun responsable ne peut nous recevoir.

A l'accueil, l'hôtesse, qui assure son premier jour de travail, est débordée. Elle s'est absentée une dizaine de minutes pour tenter de trouver quelqu'un qui pourrait nous parler. Une tentative vaine. «Y a personne ! Mais je vous le dis, tous les services sont opérationnels.

Tout est normal. La grève, ce n'est pas ici, vous devriez aller à l'hôpital, nous, c'est le privé», précise-t-elle gentiment.

A la clinique El Qods de Hydra, notre arrivée étonne. A l'accueil, une femme voilée explique d'emblée que tous les médecins sont venus travailler. «Tout le personnel est là», dit-elle.

«Des interventions chirurgicales ont été effectuées aujourd'hui», indique le comptable. Sur place, c'est l'unique responsable disponible pour nous éclairer. L'établissement est spécialisé en chirurgie générale et en gynéco-obstétrique.

I. B.

CHU MUSTAPHA Résidents, généralistes et spécialistes paralysent les services

Les malades qui sollicitent les différents services du CHU Mustapha ont dû se montrer patients hier. Beaucoup d'entre eux ont été refoulés car résidents, généralistes et spécialistes étaient en grève. Dans les services, seuls les hospitalo-universitaires assuraient normalement le travail. L'impact ne s'est pas fait attendre : beaucoup de consultations n'étaient pas assurées, les interventions chirurgicales étaient reportées et les RDV décalés.

Les patients venant des wilayas lointaines ne cachaient pas leur désarroi. Hier, la situation s'est un peu plus compliquée avec l'arrivée des praticiens et des praticiens spécialistes sur le terrain de la contestation. Les résidents en grève se donnent désormais rendez-vous au niveau du kiosque, devenu piquet de grève depuis plus de deux mois. Les résidents ne comptent pas arrêter leur mouvement de protestation.

Les promesses répétées du ministère de la Santé n'ont pas permis de désamorcer la crise. Le collectif autonome des médecins résidents est formel : aucune revendication des résidents n'a été satisfaite. Le Dr Yellès, représentant des médecins résidents, explique que les points relatifs à la rémunération, au service civil et à la progression pédagogique sont encore en suspens. Il dénonce les «effets d'annonce» du ministre de la Santé.

Explications du Dr Yellès : «Les résidents ont demandé à la tutelle une copie des augmentations dont parle le ministre, mais ce dernier a répondu que ce n'était pas possible car le régime indemnitaire n'était pas encore signé. «Les résidents font une autre lecture. Ils soupçonnent Ould Abbès de «vouloir semer le doute» et parlent d'«augmentations virtuelles» puisque les salaires promis sont indexés sur ceux des spécialistes dont le régime indemnitaire est encore en litige.

Qu'en est-il du service civil ? Le Dr Yellès explique que «les noms que nous avons proposés pour siéger dans la commission des sages n'ont pas été retenus. Nous ne connaissons ni les tenants ni les aboutissants de cette commission. Nous n'avons pas été associés au choix des professeurs». Néanmoins, les résidents se déplaceront demain au ministère de la Santé pour y siéger et pour, disent-ils, «prouver leur bonne foi» au moment où le ministre de la Santé continue de «faire du spectacle», déplorent-ils.

N. I.